



AQUITAINE

Omnium Technique d'Etudes de la Construction et de l'Equipement en Aquitaine

Siège social : 126, rue des Quatre Castéra – 33 130 BEGLES

SAS au capital de 250 000 € - RCS Bordeaux B 341.724.052

e.mail : otce.aquiatine@otce.fr



CoCo architecture

La Touille BP 9

24250 CENAC

e.mail : coco@cocoarchitecture.fr

DELOCALISATION DU BUREAU DE POSTE DE CASTELNEAU DE MEDOC

Lot 06
Carrelage _ Faïence

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
DECOMPOSITION DES PRIX FORFAITAIRES

CCTP

Mai 2016

MAITRISE D'OUVRAGE :
Mairie de Castelnau-de-Medoc
20 Rue du Château,
33480 Castelnau-de-Médoc

DIAG	APS	APD	PRO	DCE	MARCHE	EXE	
Indice	Etabli par		Date	Libellé de la modification		Vérifié par	
00	LE LARGE N .		20/05/2015	Document original		LE LARGE N .	

SOMMAIRE

	Pages
1. GENERALITES.....	4
1.1. <u>OBJET DU MARCHE</u>	4
1.2. <u>LIMITE DE PRESTATION</u>	4
1.3. <u>OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR</u>	4
1.3.1. CONNAISSANCE GENERALE DU DOSSIER	4
1.3.2. CONNAISSANCE DES LIEUX	4
1.3.3. CONDITION D'EXECUTION DES OUVRAGES	4
1.3.4. ECHANTILLONS	4
1.3.5. DESORDRES EVENTUELS ET NETTOYAGE DES LIEUX	5
1.3.6. VERIFICATION DES COTES	5
1.4. <u>PROTECTIONS ET NETTOYAGE</u>	5
1.4.1. PROTECTIONS DES OUVRAGES	5
1.4.2. GESTION DES DECHETS PAR TRI SELECTIF	5
1.5. <u>NORMES ET REGLEMENTS</u>	5
1.6. <u>RECEPTION DES SUPPORTS</u>	7
1.7. <u>COLORIS ET ECHANTILLONS</u>	7
1.8. <u>PRESTATIONS A LA CHARGE DU PRESENT LOT</u>	7
1.9. <u>DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE</u>	8
1.9.1. DOSSIER D'EXECUTION	8
1.9.2. PLANS D'EXECUTION	8
1.9.3. VISA DU DOSSIER D'EXECUTION.	8
1.9.4. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	8
1.10. <u>CONDITIONS D'EXECUTION</u>	8
1.10.1. RECEPTIONS DES SUPPORTS	8
1.10.2. COORDINATION	9
1.10.3. LIMITE DE PRESTATIONS	9
1.11. <u>NIVEAU LASER</u>	9
1.12. <u>TOLERANCES DES OUVRAGES</u>	9
1.13. <u>PROTECTIONS COLLECTIVES SPS</u>	9
2. DESCRIPTION DES TRAVAUX.....	11
2.1. <u>CARRELAGE DES SOLS DANS LES ESPACES PUBLICS INTERIEURS</u>	11
2.2. <u>CARRELAGE DES SOLS DANS LES LOCAUX SECS SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL</u>	11
2.3. <u>CARRELAGE DES SOLS DANS LES LOCAUX HUMIDES SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL</u>	11
2.4. <u>CARRELAGE DES MURS DANS LES LOCAUX SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL</u>	11
2.5. <u>ACCESSOIRES</u>	12
2.6. <u>NETTOYAGE ET REPLIEMENT</u>	12
2.7. <u>ÉTUDES D'EXECUTION</u>	12
2.8. <u>DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES</u>	12

1. GENERALITES

1.1. OBJET DU MARCHE

Le présent document concerne la description des travaux du lot n° 06 pour l'ensemble des ouvrages de MENUISERIE INTERIEURE nécessaires à la délocalisation du bureau de poste de Castelnau de Médoc.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

1.2. LIMITE DE PRESTATION

Il est rappelé que l'entreprise du présent corps d'état devra prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages concernant ses prestations.

Ces travaux comprendront l'intégralité des ouvrages et devront assurer le complet et parfait achèvement conformément aux règles de l'art.

Le présent lot comprenant la menuiserie métallique extérieure, il est précisé que le titulaire fera son affaire des incidences que d'éventuelles adaptations techniques auraient sur ses prestations.

Les remarques contenues dans les rapports du bureau de contrôle et du coordonnateur SPS devront être prises en compte dans la remise d'offre de l'entreprise.

1.3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur est réputé s'être assuré qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du corps d'état dont il est responsable afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art et pour la bonne construction.

L'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une construction à forfait pour les travaux du présent corps d'état.

L'entrepreneur du présent corps d'état devra également tous les ouvrages provisoires (échafaudages, coffrages, étalements et autres supports) nécessaires à la réalisation de ses travaux.

1.3.1. CONNAISSANCE GENERALE DU DOSSIER

L'entrepreneur du présent corps d'état sera tenu de prendre connaissance de toutes les pièces du dossier de consultation. Au vu de ces documents, il devra apprécier les sujétions et incidences que les ouvrages des autres corps d'état pourraient avoir sur ses propres ouvrages.

1.3.2. CONNAISSANCE DES LIEUX

Avant toute étude, chaque entreprise devra reconnaître les lieux, faire toutes investigations ou sondages complémentaires et demander par écrit au maître d'œuvre tous renseignements complémentaires.

L'entrepreneur prendra possession du terrain dans l'état où il se trouve. Il est donc sensé connaître parfaitement les moyens d'accès ainsi que les servitudes ou contraintes diverses.

L'entrepreneur sera sensé, avant établissement de son prix, avoir pris connaissance sur place de tous les travaux à effectuer et estimer toutes les sujétions d'exécution.

Pour les ouvrages non visibles, il lui appartiendra d'évaluer les risques et de les inclure dans son prix.

1.3.3. CONDITION D'EXECUTION DES OUVRAGES

Tous les ouvrages décrits au présent corps d'état s'entendent pour des travaux neufs en parfait état de finition et de fonctionnement et comprennent toutes sujétions d'échafaudages et matériels quels qu'ils soient, nécessaires à la mise en œuvre à toutes hauteurs.

1.3.4. ECHANTILLONS

Les articles de quincaillerie et autres fournitures sont choisis, par le maître d'œuvre sur présentation des échantillons et à défaut sur référence ou sur catalogue.

1.3.5. DESORDRES EVENTUELS ET NETTOYAGE DES LIEUX

Les réparations nécessitées par les désordres éventuels causés aux bâtiments voisins ou à la voirie par le titulaire du présent lot sont à la charge de ce dernier. Le titulaire du présent lot fera son affaire des autorisations à obtenir des services concédés ainsi que tous les contacts à prendre avec eux.

Il est impératif, de ce fait :

- ☐ que toutes les voies publiques d'accès au chantier soient maintenues propres d'une manière permanente et fassent l'objet d'un nettoyage rigoureux journalier,
- ☐ que pour l'accès au chantier, l'itinéraire emprunté soit celui autorisé par le maître de l'ouvrage et les services concernés,
- ☐ que les voiries et réseaux divers soient remis en état autant que besoin par l'entreprise du présent lot.

L'entrepreneur du présent lot veillera à ne pas salir ni dégrader les voiries voisines du chantier.

Avant commencement des travaux, un constat contradictoire portant sur l'état des chaussées sera établi avec les services techniques, DDE, Mairie pour les voies extérieures et maître d'ouvrage et maître d'œuvre pour les voies intérieures.

L'entrepreneur devra s'informer afin de savoir quels types d'engins les voies actuelles peuvent supporter. Tous désordres (salissures et détériorations des voies environnantes) seront réparés aux frais du présent lot.

1.3.6. VERIFICATION DES COTES

L'entrepreneur devra soigneusement vérifier toutes les côtes portées sur les plans, s'assurer de la concordance entre les différents plans et le CCTP, le cas échéant, informer le Maître d'œuvre des omissions, erreurs ou anomalies qu'il aurait pu constater. Il restera seul responsable des erreurs ou omissions qu'il n'aura pas signalées.

L'entrepreneur ne pourra lui-même modifier quoi que ce soit au projet du maître d'œuvre, mais devra signaler tous les changements qu'il croirait utiles.

1.4. PROTECTIONS ET NETTOYAGE

1.4.1. PROTECTIONS DES OUVRAGES

L'entrepreneur du présent lot devra prendre toutes dispositions pour protéger lors de l'exécution de ses travaux, tous les ouvrages pouvant être tachés par le plâtre ou la colle.

Après finition des plâtres et après exécution des raccords, tous les ouvrages qui n'auraient pas ou imparfaitement été protégés seront parfaitement nettoyés. Dans le cas d'ouvrages en bois apparent, les protections devront être absolument efficaces, aucune projection ni souillure n'étant tolérée.

Dès finition des travaux, les locaux dans lesquels le présent lot aura exécuté des travaux ainsi que ceux salis durant leur traversée seront immédiatement nettoyés, les sols seront grattés et soigneusement nettoyés de tous déchets de plâtre pouvant nuire à une parfaite adhérence des revêtements de sols prévus.

Tous les déchets de plâtre et autres décombres en provenance des travaux seront sortis du bâtiment.

1.4.2. GESTION DES DECHETS PAR TRI SELECTIF

Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. Le tri sélectif des déchets permet de séparer les différents matériaux composant le bâtiment en vue :

- d'une valorisation pour les produits recyclables
- d'un traitement approprié pour les produits considérés comme déchets spéciaux ou déchets ultimes.

Les matériaux seront classifiés selon la nomenclature des déchets actuellement en vigueur, nomenclature induite par la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 et l'avis relatif à la nomenclature déchets du JO du 10-11 novembre 1997.

1.5. NORMES ET REGLEMENTS

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables, en particulier :

Chapes et dalles

NF DTU 26.2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques

Étanchéité sous carrelage

NF DTU 43.6 (mars 2007) : Travaux de bâtiment - Étanchéité des planchers intérieurs en maçonnerie par produits hydrocarbonés

Règles professionnelles SEL concernant les travaux d'étanchéité réalisés par application de systèmes d'étanchéité liquide sur planchers extérieurs en maçonnerie dominant des parties non closes du bâtiment (Règles APSEL, sep-tembre 1999)

Règles professionnelles SEL concernant les travaux d'étanchéité à l'eau réalisés par application de systèmes d'étanchéité liquide sur planchers intermédiaires et parois verticales de locaux intérieurs humides (Règles APSEL, mars 2010)

Enduits, sous-couches

DTU 26.2/52.1 (NF P61-203) (décembre 2003) : Mise en oeuvre de sous-couches isolantes sous chape ou dalle flottantes et sous carrelage - Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P61-203)

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3634, septembre 2008 Exécution des enduits de sols intérieurs pour la pose de revête-ments de sol - Travaux neufs - Cahier des prescriptions techniques

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3635, septembre 2008 Exécution des enduits de sol intérieurs pour la pose de revête-ments de sol - Rénovation - Cahier des Prescriptions Techniques

Cahiers du CSTB, Cahier 3389, décembre 2001 + Modificatif 1 Cahier 3505, juin 2004 Guide technique - Guide de rénovation des sols recouverts de dalles et produits associés contenant de l'amiante

Pose scellée des revêtements de sols

NF DTU 52.1 (novembre 2010) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol scellés

Pose collée sur murs intérieurs et extérieurs

NF DTU 52.2 (décembre 2009) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Cahier des Charges Lot 10 Ré Carrelage/Faïence 172/485 Pierres naturelles

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3528, juin 2005 + Modificatif 1 Cahier 3556, mai 2006 Revêtements de murs intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles ou d'adhésifs sur ancien carrelage ou ancienne peinture en local EB+ privatif au plus - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution

Pose collée sur sols en intérieur et extérieur

NF DTU 52.2 (décembre 2009) : Travaux de bâtiment - Pose collée des revêtements céramiques et assimilés - Pierres naturelles

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3666, décembre 2009 Revêtements de sols intérieurs en carreaux céramiques de grand format collés au moyen de mortiers-colles dans les locaux P3 au plus en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3526, juin 2005 + Modificatif 1 Cahier 3554, mai 2006 Revêtements de sols intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles dans les locaux P4 et P4S en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3527, juin 2005 + Modificatif 1 Cahier 3555, mai 2006 Revêtements de sols intérieurs en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles sur chape fluide à base de sulfate de calcium en travaux neufs - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3529, juin 2005 + Modificatif 1 Cahier 3557, mai 2006 Revêtements en carreaux céramiques ou analogues collés au moyen de mortiers-colles en rénovation de sols intérieurs dans les locaux P3 au plus - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3530, juin 2005 + Modificatif 1 Cahier 3558, mai 2006 Revêtements en carreaux céramiques collés en rénovation de sols intérieurs dans les locaux P4 et P4S - Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution

Revêtements muraux attachés

DTU 55.2 (NF P65-202-1) (octobre 2000) : Travaux de bâtiment - Revêtements muraux attachés en pierre mince - Partie 1 : Cahier des clauses techniques (Indice de classement : P65-202-1)

NF B10-601 (juillet 2006) : Produits de carrières - Pierres naturelles - Prescriptions générales d'emploi des pierres naturelles (Indice de classement : B10-601)

NF EN 1469 (juin 2005) : Produits en pierre naturelle - Revêtement mural - Exigences (Indice de classement : B10-612)

NF EN 13364 (septembre 2002) : Méthodes d'essai pour pierre naturelle - Détermination de l'effort de rupture au niveau du goujon de l'agrafe (Indice de classement : B10-626)

Hygiène et sécurité

CSTB - Exigences réglementaires - Hygiène et sécurité des revêtements en carreaux céramiques et analogues (février 2009)

XP P05-010 (janvier 2004) : Revêtements de sol - Détermination de la résistance à la glissance au moyen du plan incliné (Indice de classement : P05-010)

XP P05-011 (octobre 2005) : Revêtements de sol - Classement des locaux en fonction de leur résistance à la glissance (Indice de classement : P05-011)

Classements et certifications

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3509, novembre 2004 (GS 12) : Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3659_V3, février 2010 Revêtements de sol céramiques - Spécifications techniques pour le classement UPEC

Marque NF029 : Carreaux céramiques pour revêtement de sol, associée à la Marque UPEC

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3640, septembre 2008 Certification CERTIFIE CSTB CERTIFIED des enduits de sol - Document de référence

NF EN 14411 (mai 2007) : Carreaux céramiques - Définitions, classification, caractéristiques et marquage (Indice de classement : P61-530)

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3522, juin 2005 + Modificatif 1 (Cahier 3550, mai 2006) Certification "CERTIFIÉ CSTB CERTIFIED" des colles à carrelage - Document de référence

e-Cahiers du CSTB, Cahier 3567, mai 2006 Classement des locaux en fonction de l'exposition à l'humidité des parois et nomenclature des supports pour revêtements muraux intérieurs Cahier des Charges Lot 10 R

Carrelage/Faïence 173/485 **e-Cahiers du CSTB, Cahier 3562**, mars 2007 Évaluation performancielle des sols industriels - Classement performant - P/MC - Référentiel technique

Certification CSTBat - Sous-couches acoustiques minces

Certification CSTBat - Dalles à plots en polystyrène expansé

Certification ACERMI pour les produits utilisés sous chape ou dalle

Autres textes

Réglementation incendie pour les ERP et les locaux du travail.

NF P92-507 (février 2004) : Sécurité contre l'incendie - Bâtiment - Matériaux d'aménagement - Classement selon leur réaction au feu (Indice de classement : P92-507).

Réglementation acoustique

Décret n° 2011-321 du 23 mars 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils (COV).

1.6. RECEPTION DES SUPPORTS

Avant le commencement de ses travaux, l'entrepreneur réceptionnera, en présence du Maître d'oeuvre les surfaces à revêtir. Celles-ci devront présenter:

Un état de surface propre, régulier et ne ressuant pas l'humidité.

Une planéité conforme aux tolérances : 5 mm sous la règle de 2 m, et 2 mm sous le réglet de 0,20 m.

Si l'entrepreneur constate la présence d'un produit de cure, il en avisera immédiatement le Maître d'oeuvre et le Maître d'ouvrage, afin qu'un traitement adapté soit effectué.

Il en sera de même en cas de non-conformité des supports du Gros-oeuvre, au regard des normes NF DTU 52-1 et 52-2.

Tous les passages verticaux et horizontaux de canalisations doivent être réalisés avant la pose des revêtements.

1.7. COLORIS ET ECHANTILLONS

Préalablement à toute commande chez les fournisseurs, l'entrepreneur doit la présentation d'échantillons pour les ouvrages décrits au présent document. Ceci aux fins de validation par le Maître d'oeuvre.

Les échantillons restent à la disposition du Maître d'oeuvre, jusqu'à l'achèvement des travaux. La présentation de ces échantillons se fera au plus tôt pour ne pas entraîner de retard dans les approvisionnements.

1.8. PRESTATIONS A LA CHARGE DU PRESENT LOT

Les prestations de menuiseries intérieures à la charge du présent lot comprendront implicitement :

- la fabrication en usine ou en atelier ;
- le transport à pied d'œuvre ;
- le coltinage et le montage ;
- la pose ;
- la fixation par tous moyens, compris tous calages, scellements, pisto-scellements, et toutes fournitures et accessoires nécessaires ;
- la protection des ouvrages finis jusqu'à la réception ;
- l'enlèvement des protections et le nettoyage des ouvrages pour la réception ;

1.9. DOCUMENTS FOURNIS PAR L'ENTREPRISE

1.9.1. DOSSIER D'EXECUTION

L'Entrepreneur doit établir le dossier d'exécution, qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- Les plans d'exécution,
- Les plans d'atelier et de chantier,
- Les notes de calculs,
- Les procédures de fabrication, de montage,
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément,
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés,
- Les fiches techniques définissant les revêtements de surface des métaux et leurs procédures d'application,
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges.

Ce dossier est accompagné des échantillons requis. Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution. Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution, et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

1.9.2. PLANS D'EXECUTION

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- La nature des matériaux structuraux et leurs caractéristiques mécaniques (qualités, charges de rupture, etc.) ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

1.9.3. VISA DU DOSSIER D'EXECUTION.

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Œuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Œuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

1.9.4. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

A l'issue du chantier, les plans, notes de calcul et fiches techniques doivent être complétés ou refaits de façon à être rendus conformes à l'exécution définitive. Le dossier des ouvrages exécutés comprend :

- Le dossier d'exécution mis à jour ;
- Les notices d'utilisation, de réparation et de maintenance des ouvrages ;
- Les fiches de contrôles et de la fabrication, du montage et des produits utilisés.

Ce dossier est diffusé conformément aux spécifications des pièces générales du marché.

1.10. CONDITIONS D'EXECUTION

1.10.1. RECEPTIONS DES SUPPORTS

L'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les autres lots pour toutes incidences de ses propres travaux avec les ouvrages sur lesquels il s'appuie ou se raccorde. Avant tout commencement des travaux,

l'entrepreneur devra réceptionner les supports sur lesquels il vient s'appliquer.

L'état des supports, planétés et aplombs, sera constaté par l'adjudicataire contradictoirement avec le titulaire de l'exécution des supports. Dans l'éventualité où ils ne seront pas recevables conformément aux DTU, ils seront repris par le titulaire de l'exécution préalable.

En l'absence de réserves faites par écrit, à ce stade, il ne saura se prévaloir d'aucune sujétion dans l'exécution de ses propres travaux. Le fait d'entreprendre ses travaux sans réserve implique l'acceptation des supports par le présent lot et celui-ci ne pourrait arguer d'une méconnaissance des documents, et ne pourrait demander une quelconque modification de son prix.

1.10.2. COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec les autres corps d'état, et en particulier avec les lots techniques, l'entreprise du présent lot est tenue de prendre connaissance des CCTP des autres corps d'état pour apprécier l'importance et les limites de ses propres ouvrages.

L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, et se mettre en rapport avec les autres corps d'état pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

1.10.3. LIMITE DE PRESTATIONS

Pour l'étude et la détermination de leurs prestations, les entrepreneurs peuvent se procurer toutes les pièces des dossiers des autres corps d'état, notamment les CCTP de chacun des lots.

Ils ont le devoir d'en prendre connaissance et ne pourront, en aucun cas, ni à aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés et de les ignorer, pour éluder leurs obligations en matière de prestations et de liaison avec les autres corps d'état.

Au moment de l'établissement des plans d'exécution et de la réalisation des travaux, conformément aux prescriptions du CCAP, l'entrepreneur du présent lot devra prendre contact avec tous les adjudicataires des autres lots, afin d'arrêter avec eux, dans le détail, les dispositions communes à adopter, en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

Il est rappelé que l'entreprise du présent lot devra prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages concernant ses prestations.

1.11. NIVEAU LASER

La mise en œuvre des plafonds suspendus sera OBLIGATOIREMENT réalisée avec des niveaux dressés au rayon laser

1.12. TOLERANCES DES OUVRAGES

Ouvrages horizontaux :

- Horizontalement l'ossature : l'écart de niveau avec le plan de référence doit être inférieur à 3mm/m sans dépasser 2cm.
- Planéité : pas d'irrégularité de niveau supérieur à 5mm sous une règle de 2.00m déplacée perpendiculairement aux éléments de l'ossature.

Ouvrages verticaux :

- Planéité locale : règle de 0,20m appliquée sur le parement ne doit pas faire apparaître entre le point le plus saillant et le point le plus en retrait ni écart supérieur à 1mm, ni manque, ni changement de plan brutal entre plaques.
- Planéité générale : règle de 2.00m appliquée sur le parement de la cloison et promenée en tous sens ne doit pas faire apparaître entre le point le plus saillant et le point le plus en retrait un écart supérieur à 5mm.
- Aplombs : ne doit pas excéder 5mm sur une hauteur d'étage courant.

Il prévoira également toutes les sujétions :

- afin de respecter la tenue au feu entre ses ouvrages et les huisseries, bâtis, gaines...

1.13. PROTECTIONS COLLECTIVES SPS

Chaque entrepreneur est soumis à l'application de la réglementation concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur les chantiers BTP.

L'entrepreneur aura la responsabilité d'assurer une bonne mise en application des principes généraux de prévention en concertation avec les autres intervenants responsables : Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, coordonnateur SPS (article L230.2 du Code du Travail)

Il devra respecter l'ensemble des textes réglementaires et législatifs et notamment :

La loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993 complétée par ses textes et circulaires d'application

Le Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 complété par le Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003

Les recommandations et les directives émanant du Code du Travail, de l'Inspection du Travail, du Médecin du travail, ainsi que des organismes partenaires de la prévention : CRAM, OPPBTP, INRS, règles et législation locales, etc.

Chaque entrepreneur doit apprécier et inclure dans son offre le coût des prestations, ouvrages et mesures de prévention et protection collectives imposées par les textes généraux susvisés, ou définis explicitement ou implicitement dans le Plan Général de Coordination pour la Sécurité et la Protection de la Santé.

2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1. CARRELAGE DES SOLS DANS LES ESPACES PUBLICS INTERIEURS

Fourniture et pose de carreaux :

En grès-cérame de dimensions 300x300 mm et 300x600mm

Classement UPEC : U4 P3 E3 C2.

Résistance à la glissance : minimum R9

Finition lisse.

Plinthe à bord arrondi et angles.

Marches, contremarches et nez de marche antidérapant.

Coloris et motif au choix du maître d'oeuvre dans la gamme du fabricant.

Ces carreaux seront de premier choix.

Mise en oeuvre :

Pose scellée au mortier ciment dosé à 375 kg/m³, joint au mortier industriel de 5 à 8 mm, ou

Pose par double encollage au mortier-colle, joint au mortier industriel de 6 à 10 mm.

Nettoyage des carreaux.

Y compris sujétions de mise en œuvre

2.2. CARRELAGE DES SOLS DANS LES LOCAUX SECS SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL

Fourniture et pose de carreaux :

En grès-cérame de dimensions 300x300 mm.

Classement UPEC : U3 P3 E2 C0.

Résistance à la glissance : minimum R9.

Finition naturelle mate.

Plinthe à bord arrondi et angles.

Marches, contremarches et nez de marche antidérapant.

Coloris et motif au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant.

Ces carreaux seront de premier choix.

Mise en œuvre :

Pose scellée au mortier ciment dosé à 375 kg/m³, joint au mortier industriel de 5 à 8 mm, ou

Cahier des Charges Lot 10 R Carrelage/Faïence 180/485

Y compris sujétions de mise en œuvre

2.3. CARRELAGE DES SOLS DANS LES LOCAUX HUMIDES SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL

Fourniture et pose de carreaux :

En grès-cérame de dimensions 200x200 mm.

Classement UPEC : U3 P2 E2 C1.

Résistance à la glissance : minimum R10.

Finition structurée.

Plinthe à gorge et angles.

Marches, contremarches et nez de marche antidérapant.

Coloris et motif au choix du maître d'oeuvre dans la gamme du fabricant.

Ces carreaux seront de premier choix.

Mise en œuvre :

Pose scellée au mortier ciment dosé à 375 kg/m³, joint au mortier industriel de 5 à 8 mm, ou

Pose par double encollage au mortier-colle, joint au mortier industriel de 6 à 10 mm.

Nettoyage des carreaux.

Y compris sujétions de mise en œuvre

2.4. CARRELAGE DES MURS DANS LES LOCAUX SOUMIS AU CODE DU TRAVAIL

Fourniture et pose de carreaux :

En grès-cérame émaillé de dimensions 200x200 mm.

Classement UPEC : U3 P2 E2 C1.

Finition lisse.

Coloris et motif au choix du maître d'oeuvre dans la gamme du fabricant.

Ces carreaux seront de premier choix.

Mise en oeuvre :

Pose par double encollage au mortier-colle, joint au mortier industriel 6 à 10 mm.

Traitement hydrofuge des supports dans les locaux humides.

Nettoyage des carreaux.

Y compris sujétions de mise en oeuvre

2.5. ACCESSOIRES

Fourniture et pose de tous les accessoires nécessaires au parfait achèvement des revêtements :

Profils d'arrêt aluminium à encastrer en rives de deux revêtements.

Profilé aluminium de compensation de niveau, pour différentes hauteur entre sols.

Joint de fractionnement PVC pour revêtement collé ou scellé.

Bande de désolidarisation périphérique en matériau résilient.

2.6. NETTOYAGE ET REPLIEMENT

L'entreprise devra le nettoyage, l'enlèvement du matériel et des déchets de chantier incombant à son lot afin de mettre à disposition des autres corps d'état un chantier et des abords propres et en état.

1% du montant du lot sera réaffecté en cas de non-respect de ce point

2.7. ÉTUDES D'EXECUTION

Les plans guides du présent dossier seront complétés, à la charge de l'entreprise, par des plans d'exécution.

Tous complément d'études où de prestations des autres corps d'états liés à une adaptation où variante de l'entreprise sera à sa charge.

2.8. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Fourniture d'un dossier des ouvrages exécutés en 3 exemplaires papiers et 3 exemplaires cd dans un délai d'un mois à compter de la date de réception des travaux.

L'entreprise devra commencer à constituer ce dossier dès le début des travaux.